était vivement décrit, désignait un parti auquel Vergniaud, Bazot, Guadet, Lasource, Roland, Brissot, déplaisaient fort et qui « ne voulait entendre parler que de Robespierre, comme du seul homme capable de sauver la patrie ». Robespierre vit dans ce passage le dessein arrêté par ses ennemis de le rendre odieux et de le perdre. Il demanda la parole. L'obtint avec peine et essaya de répondre; mais des murmures systématiques étouffèrent sa voix. « Quoi! s'écria-t-il, lorsqu'ici il n'est pas un homme qui osât m'accuser en face...! » A ces mots, Louvet s'élança à la tribune et s'écria : « C'est moi, moi qui l'accuse! » — « Alors, écrit Louis Blanc, parut un homme, petit, fluet, négligé dans sa mise, mais au front noble et dont l'œil bleu lançait des éclairs. Une rumeur s'éleva, on la curiosité se mêlait à la bienveillance : « Voilà Faublas! » Louvet commença ainsi : « Une grande conspiration publique avait un instant menacé de peser sur toute la France, et avait trop longtemps pesé sur la ville de Paris; vous arrivâtes... » Et l'orateur continua, en sommant la Convention de décréter Robespierre d'accusation, sur l'heure, parce qu'il occupait trop fréquemment la tribune des Jacobins, parce que des intrigants subalternes le déclaraient le seul homme vertueux de la France, parce qu'après avoir vanté la souveraineté du peuple il ajoutait qu'il était peuple lui-même : ruse dont s'étaient servis tous les usurpateurs; parce qu'il importait qu'on ne substituât pas à l'amour de la patrie l'idolâtrie d'un homme; parce que, deux jours avant le 10 août, Robespierre avait accepté le titre d'officier municipal; parce que, la veille du jour des égorgements de septembre, il avait accusé des représentants du peuple d'avoir vendu la France à Brunswick; enfin parce que, « par l'intermédiaire du comité de surveillance », il était de ceux qui avaient invité toutes les communes de France à l'assassinat des individus et à l'assassinat de la liberté. Le discours de Louvet, animé, brillant, coloré par la haine, fut applaudi chaleureusement et à diverses reprises, et l'orateur put se croire victorieux lorsque, arrivé au terme de sa péroraison dont chaque phrase commençait par cette formule : « Robespierre, je t'accuse... » il descendit de la tribune au milieu des acclamations d'une partie de l'Assemblée. Robespierre, convaincu qu'un examen plus calme détruirait l'effet de l'éloquence de son adversaire, demanda huit jours pour sa réponse; le 25 novembre, il eut son tour. Prenant un à un tous les faits articulés contre lui, il s'attacha à faire ressortir ce que les uns avaient de puéril et ce que les autres avaient de mensonger. « De quel droit, dit-il à son accusateur, feriez-vous servir la Convention à venger les disgrâces de votre amour-propre? Soyez au moins aussi généreux qu'un roi, imitez Louis XII et que le législateur oublie les injures de M. Louvet. » Louvet voulut répondre; mais le cri : *l'ordre du jour!* l'en empêcha. L'ordre du jour pur et simple fut voté par l'Assemblée. Louvet sortit de la séance, abattu, découragé, se plaignant d'avoir été abandonné par ses amis, leur reprochant comme une faute énorme d'avoir laissé jouir Robespierre de l'impunité physique, et rentré dans sa maison, il dit à sa chère Lodoïska : « Il faut de loin nous tenir prêts à l'échafaud ou à l'exil. » (*Mémoires de Louvet.*) Le 6 décembre, Louvet appuya fortement la proposition tendant à expulser du territoire français tous les membres de la famille royale. Dans le procès de Louis XVI, il opina pour l'appel au

peuple, puis pour la mort, mais différée jusqu'à l'acceptation de la Constitution républicaine. Il s'exprima d'ailleurs en ces termes, au 2^e appel nominal : « Parce que si, comme on le dit, et comme je le crois, il arrive en France beaucoup de guinées anglo-ministérielles, elles sont plus redoutables dans une assemblée de sept cent quarante-cinq membres qu'au milieu d'un peuple composé de vingt-cinq millions d'hommes; parce que je ne suis que mandataire; parce que la nation seule est souveraine; parce que je ne veux pas que Louis Capet soit remplacé par Philippe d'Orléans *(on murmure dans une des extrémités de la salle)*, ni par aucun autre, parce que ce n'est point un jugement que vous renvoyez au peuple, puis que déjà vous avez déclaré le fait et que vous appliquerez la peine, mais seulement une mesure de sûreté générale : oui. » Au 3^e appel nominal : « Représentants, déjà mon opinion vous est connue : je vous l'ai dit, nulle puissance au monde ne peut m'inspirer l'audace de méconnaître la représentation nationale et de l'usurper. Vous avez rejeté la sanction du souverain; ainsi, vous-mêmes m'imposez le devoir de ne plus appliquer, sans un amendement devenu nécessaire, la peine rigoureuse que le coupable a méritée, mais qui, étant irréparable en définitive, me conduirait à prononcer souverainement sur une question politique de la plus haute importance, et dont la décision suprême appartient à la nation. Quand l'opinion de l'exécution soudaine d'un jugement irréparable vient à prévaloir, puisse du moins le génie tutélaire de ma patrie détourner loin d'elle les maux qu'on lui prépare! puisse sa main toute-puissante vous retirer de l'abîme incommensurable où quelques ambitieux auront contribué à vous précipiter! puisse sa main vengeresse écraser les nouveaux tyrans qu'on nous garde!..... »

« Citoyens, je voterai la mort, mais à cette condition, que le jugement ne pourra s'exécuter qu'après que le peuple français aura accepté la constitution que vous êtes chargés de lui présenter. Et ne me dites pas que je représente en d'autres termes l'appel déjà rejeté. Pour vous déterminer à rejeter cet appel, que moi aussi je proposais, qu'a-t-on allégué? Qu'on ne pourrait actuellement assembler le peuple, sans risquer d'allumer la guerre civile. Eh bien! dans la nouvelle mesure que j'adopte, le peuple ne s'assemble pas actuellement; et, à l'époque que j'indique, rien ne peut empêcher qu'il s'assemble; car vous-mêmes vous avez décrété qu'il n'y aurait de constitution que celle qu'il aurait acceptée. Je sais bien qu'alors tous les aristocrates, dont au reste le nombre n'est plus aussi grand que vous le dites, se réuniront pour tâcher de détruire en sa naissance le gouvernement républicain. Mais, en cette hypothèse, ce serait encore une question à examiner que celle de savoir si l'existence d'un ci-devant roi très criminel ne deviendrait pas plus nuisible que favorable aux projets du rétablissement de la monarchie. En effet, s'il ne vit plus, manquera-t-il de se présenter quelque intrigant dévoré du désir de lui succéder, avide du pouvoir suprême, et plus redoutable, parce que ses forfaits moins connus ne l'auraient pas aussi complètement avili? »

« Au reste, je vous le déclare, parce que j'en suis fortement convaincu, quelque parti que vous preniez dans cette circonstance trop solennelle, les dangers de la République deviennent immenses et pressants. Cependant son salut est encore dans vos mains. Gardez-vous de presser

vos pouvoirs; rendez hommage aux droits de ceux qui vous ont envoyés; portez un religieux respect à la souveraineté nationale; et si, pour avoir rempli vos devoirs, vous devez tomber sous le poignard des factieux (*marmores de l'extrémité*), vous tomberez du moins dignes de regrets, dignes d'estime. Vos départements s'armeront, et pour vous venger et pour venger la liberté. Vous serez morts, mais vous conserverez le précieux dépôt de la représentation nationale, mais vous aurez sauvé la République: il n'y a point à balancer.

« D'ailleurs, les principes sont là. Citoyens, les hommes, les temps, les circonstances peuvent changer. Les principes ne varient pas, et je ne varierai pas plus que les principes.

« Je vote pour la mort de Louis, mais à cette condition expresse; et je déclare formellement que mon opinion est indivisible; à cette condition, dis-je, que le jugement ne pourra recevoir son exécution qu'après que le peuple français aura accepté la constitution qu'il vous a chargés de lui présenter. »

Revenant à la charge contre les Jacobins, Louvet les dénonça encore, les 20 avril et 18 mai 1793, comme préparant, avec la Commune de Paris, une insurrection contre la Convention. Sur le point d'être arrêté, il se réfugia à Caen, fut, le 2 juin, décrété d'arrestation avec 21 de ses collègues, et déploya une activité fiévreuse pour tenter de créer une armée départementale sous les ordres du général Wimpfen. Mis hors la loi le 25 juillet, il se retira en Bretagne après la dissolution des fédéralistes réunis en Normandie, passa ensuite dans la Guienne avec Guadet, Barbaroux, Buzot et autres, et se tint caché à Saint-Emilion, dans un souterrain où l'on descendait par un puits de trente pieds; mais, le 12 novembre, les proscriptions, découverts, durent chercher un autre refuge. Louvet prit alors une résolution qui le sauva: il revint directement à Paris, et fut assez heureux pour y rester caché jusqu'au 9 thermidor. Il ne fut rappelé à la Convention que le 28 ventôse an III. Dès le lendemain, il prit la parole pour prononcer un éloge des députés frappés au 31 mai, et demanda que l'Assemblée décrétât que ceux qui s'étaient armés contre la Montagne « avaient bien mérité de la patrie ». Il reprit, mais sans succès, la publication de la *Sentinelle*, répondit le 2 germinal à Robert Lindet, opina, après le 1^{er} prairial, pour que les députés compromis ne fussent pas traduits devant une commission extraordinaire, devint président de la Convention le 1^{er} messidor an III, et membre du comité de salut public le 15 du même mois, parut bientôt effrayé des progrès de la réaction, et demanda la répression des assassinats commis dans le Midi. Il fut un des onze membres de la commission qui rédigea la Constitution de l'an III. Dans les jours qui précédèrent l'insurrection royaliste du 13 vendémiaire an IV, Louvet publia un placard périodique intitulé *Front!* appelant la force militaire à résister aux entreprises des sections. Après le succès de la Convention, il désigna Rovère et Saladin comme les instigateurs du mouvement insurrectionnel et proposa leur arrestation. Élu, le 23 vendémiaire suivant, député au Conseil des Cinq-Cents par 19 départements, il opta pour la Haute-Vienne et se montra attaché au maintien des institutions républicaines. Louvet se vit en butte à l'hostilité violente du parti royaliste. Il avait ouvert un magasin de librairie dans les galeries de bois du Palais-Royal, et sa femme, qu'on appelait *Lodoiska* du nom de l'héroïne de

Faublas, y était l'objet des insultantes provocations de la *jeunesse dorée*: Louvet dut se transporter ailleurs. Compris dans première organisation de l'Institut, il avait été placé dans la section de grammaire, ce qui fit ressortir davantage son défaut d'instruction classique: poussé à bout par les brocards qui tombaient sur lui, il écrivit un jour sa fameuse réponse: *M. Perge sequar!* Il avait pris pour un nom propre ces deux mots latins qui terminaient un violent article dont Suard était l'auteur. Sorti du Conseil des Cinq-Cents, le 1^{er} prairial an V (20 mai 1797), Louvet mourut peu après, le 25 août, accablé d'ennuis et abreuvé de dégoûts.

LOUVIGNY (PIERRE-FRANÇOIS-HENRI BOUVET, COMTE DE), député de 1815 à 1827, né à Bellême (Orne) le 30 décembre 1773, mort à Louvigny (Sarthe) le 28 juin 1854, ancien officier au régiment du roi-infanterie, maire et propriétaire à Louvigny, fut successivement élu député du collège de département de la Sarthe: le 22 août 1815, par 75 voix (134 votants, 228 inscrits); le 4 octobre 1816, par 99 voix (111 votants, 219 inscrits); le 20 novembre 1822, par 216 voix (264 votants, 343 inscrits); le 6 mars 1824, par 205 voix sur 251 votants et 335 inscrits. Légitimiste et ministériel, il parla et vota en faveur de l'indemnité des émigrés et de la conversion des rentes, et quitta la vie politique aux élections générales de 1824.

LOUVOIS (AUGUSTE-MICHEL-FÉLICITÉ LE TELLIER DE SOUVRE, MARQUIS DE), pair de France, né à Paris le 3 décembre 1783, mort à Paris le 3 avril 1844, arrière-petit-fils du marquis de Louvois, ministre de Louis XIV, suivit sa mère en émigration, voyagea en Suisse et en Allemagne, et reentra en France en 1804. Sa mère l'y retrouva bientôt, grâce à l'intervention de Caulaincourt. Peu de temps après, il épousa la fille puînée du prince de Monaco. En 1809, l'empereur, voulant se l'attacher, lui envoya le brevet de sous-lieutenant de cuirassiers; mais M. de Louvois prétexta de son mauvais état de santé et sollicita la permission de rester quelque temps à Nice. Napoléon le nomma un de ses chambellans, et le créa comte de l'empire le 10 avril 1811. M. de Louvois continua de se plaindre de ne pouvoir pas supporter le climat de la capitale; mais il fut l'un des plus empressés, le 31 mars 1814, à arborer, à Paris, sur la place Louis XV, la cocarde blanche. Attaché à l'état-major de la garde-nationale de Paris, puis nommé sous-lieutenant aux gardes du corps, dans la compagnie de Luxembourg, il accompagna le roi à Armentières, comme officier d'escorte, quand Napoléon revint de l'île d'Elbe. A la seconde Restauration, il devint pair de France, le 17 août 1815; son rôle fut assez actif à la chambre haute; il vota pour la mort dans le procès du maréchal Ney, s'éleva, en 1816, contre le projet de loi qui mettait les journaux sous la dépendance de la police, et s'opposa à la vente des biens non vendus du clergé et à l'aliénation des biens appartenant à l'Etat. Il s'occupait en même temps de perfectionner l'industrie du fer et le traitement des limonites ou minerais d'aluvions, et obtint, en 1823, une médaille d'argent à l'exposition des produits de l'industrie. Il avait fondé, à Ancy-le-Franc dont il était maire depuis 1818, plusieurs verreries et hauts-fourneaux qui prospérèrent rapidement. En 1830, il prêta serment de fidélité au gouvernement de Louis-Philippe, continua de siéger à

la Chambre des pairs et devint conseiller général de l'Yonne en 1833. A partir de cette époque, M. de Louvois ne s'occupa plus de politique et se consacra exclusivement aux soins de ses propriétés et de ses entreprises industrielles.

LOUVOT (CLAUDE-ETIENNE-JOSEPH, BARON), député au Conseil des Cinq-Cents, représentant à la Chambre des Cent-Jours, né à Besançon (Doubs) le 7 août 1750, mort à Paris le 18 juin 1824, « fils de sieur Jean-Baptiste Louvot, marchand, et de demoiselle Jeanne Humbert-Arnaux, » était avocat avant la Révolution. Il devint, en 1791, juge au tribunal de son district. Elu député du Doubs au Conseil des Cinq-Cents, le 22 vendémiaire an IV, par 161 voix (172 votants), il s'éleva, dans cette assemblée, contre l'envoi des garnisaires pour le paiement des contributions, et proposa un projet de liquidation des créances de la nation sur les biens d'émigrés possédés par indivis. Il fut plusieurs fois dénoncé, et faillit être sérieusement compromis comme parent d'émigré. Rallié au 18 brumaire, il fut nommé juge au tribunal d'appel de Besançon, le 28 floréal an VIII, devint président du tribunal à la réorganisation de la magistrature, et membre de la Légion d'honneur le 25 prairial an XII. Premier président à la cour impériale de Besançon le 19 mai 1810, et créé baron de l'empire le 19 juin 1813, il fut élu représentant à la Chambre des Cent-Jours, par le département du Doubs, avec 51 voix (68 votants), le 12 mai 1815. A la seconde Restauration, il resta quelque temps sans emploi, puis devint conseiller à la cour royale de Riom en juillet 1818, et président à cette même cour le 7 juillet 1819.

LOYAU (LOUIS), député au Conseil des Anciens et au Corps législatif de l'an VII à 1806, né à une date inconnue, mort à Bazoges-en-Pareds (Vendée) en 1818, exerçait la médecine dans cette dernière localité. L'assemblée primaire de Mouilleron (Vendée) le désigna (29 juin 1790) à l'élection des membres du directoire du département de la Vendée. Il devint ensuite juge de paix à Fontenay-le-Comte. Elu, le 23 germinal an VI, député de la Vendée au Conseil des Anciens, il se montra favorable au coup d'Etat de Bonaparte et entra, le 4 nivôse an VIII, au nouveau Corps législatif, où l'avait appelé le choix du Sénat conservateur. Loyau sortit de l'assemblée en 1806.

LOYER (YVES), député de 1831 à 1832, né à Saint-Connan (Côtes-du-Nord) le 14 novembre 1772, mort à Paris le 16 avril 1832, exerça la profession de notaire, puis celle d'avocat. Maire de la ville de Guingamp, il fut, le 5 juillet 1831, élu député du 4^e collège des Côtes-du-Nord (Guingamp), par 125 voix (209 votants, 254 inscrits), contre 83 à M. Beslay; il prit place dans l'opposition constitutionnelle et vota avec elle : contre l'ordre du jour Ganneron, qui exprimait la « satisfaction » de la majorité relativement à la situation extérieure; contre l'emploi de la dénomination inconstitutionnelle de *sujets*, etc. Il mourut au cours de la législature (avril 1832).

LOYER (JEAN-MARIE-YVES), représentant du peuple en 1848, né à Duault (Côtes-du-Nord) le 7 août 1802, notaire à Glomel, maire de cette localité de 1830 à 1834, démissionnaire à cette époque, conseiller général de 1834 à 1848,

connu pour ses opinions libérales, fut élu, le 23 avril 1848, représentant des Côtes-du-Nord à l'Assemblée constituante, le 8^e sur 16, par 83,147 voix (144,377 votants, 167,673 inscrits). Indépendant et très obstiné dans ses idées, il vota pour le bannissement de la famille d'Orléans, contre les poursuites contre L. Blanc et Caussidière, pour l'abolition de la peine de mort, pour l'impôt progressif, contre l'incompatibilité des fonctions, pour l'amendement Grévy, contre la sanction de la Constitution par le peuple, pour l'ensemble de la Constitution, pour la proposition Râteau, contre l'interdiction des clubs, contre l'expédition de Rome; il faisait partie du comité des finances. Après l'élection présidentielle du 10 décembre, il fit l'adversaire de la politique du prince Louis-Napoléon. Il ne fut pas réélu à la Législative. Le 20 février 1852, il posa sa candidature d'opposition dans la 3^e circonscription des Côtes-du-Nord, et échoua avec 1,214 voix contre 10,815 à l'élu officiel, M. Le Gorrec, 4,123 à M. de Saisy, 1,772 à M. Glais-Bizoin et 1,757 à M. de Botmiliau. Il ne reparut plus, après cet échec, sur la scène politique.

LOYER (EUGÈNE-EMILE), représentant en 1848 et en 1849, né à Versailles (Seine-et-Oise) le 23 octobre 1807, mort au Houllme (Seine-Inférieure) le 7 mars 1880, fils d'un modeste artisan, fit ses études à Sainte-Barbe, puis à la faculté de droit à Paris, aux frais d'un de ses oncles, et fut reçu docteur en droit en 1832. Avocat au barreau de Rouen, il y plaida pendant quelques années non sans succès, puis ayant épousé la fille de son oncle, entra dans la filature de coton que possédait ce dernier, dans la vallée d'Houlme. Juge au tribunal de commerce de Rouen, conseiller municipal de cette ville, il se mêla assez activement aux événements de 1848, comme républicain modéré. Il ne fut pas candidat aux élections du 23 avril 1848; mais, lorsqu'il fallut pourvoir, dans la Seine-Inférieure, au remplacement de trois représentants qui avaient opté pour d'autres départements, M. Loyer se présenta et fut élu représentant de ce département, le 4 juin 1848, le 2^e sur 3, par 55,946 voix. Il fit partie du comité de commerce et vota pour les poursuites contre L. Blanc et Caussidière, contre l'abolition de la peine de mort, contre l'impôt progressif, contre l'incompatibilité des fonctions, contre l'amendement Grévy, contre la sanction de la Constitution par le peuple, pour l'ensemble de la Constitution, pour la proposition Râteau, pour l'interdiction des clubs, pour l'expédition de Rome, contre la demande de mise en accusation du président et des ministres. D'abord partisan du général Cavaignac, il se rallia, après le 10 décembre 1848, à la politique du prince Louis-Napoléon, et fut réélu par le même département, le 13 mai 1849, représentant à l'Assemblée législative, le 6^e sur 16, par 92,708 voix (146,223 votants, 213,301 inscrits). Il continua de siéger avec la majorité, approuva le coup d'Etat du 2 décembre, et fut nommé maître des requêtes au conseil d'Etat, puis préfet de l'Indre pendant quelques mois, et enfin conseiller d'Etat. — Officier de la Légion d'honneur du 15 août 1855.

LOYEUX (NICOLAS), député en 1791, né à Liancourt (Somme) le 3 août 1750, mort à Devise (Somme) en 1833, propriétaire cultivateur au Catelet, commune de Cartigny, et maire de cette commune, fut élu, le 1^{er} septembre 1791,

député de la Somme à l'Assemblée Législative, le 6 sur 12, par 225 voix (441 votants). Il ne siégea pas longtemps ; le 3 décembre suivant, « un de MM. les secrétaires annonça que M. Loyeux, nommé député à l'Assemblée par le département de la Somme, envoyait sa démission à cause de la faiblesse de sa santé. » Cette faiblesse ne l'empêcha pas de parvenir jusqu'à l'âge de 83 ans.

LOYNES (FRANÇOIS-CÉLESTIN DE), CHEVALIER DE LA COUDRAYE, député en 1789, né à Foutenay-le-Comte (Vendée) le 25 mai 1743, mort à Copenhague (Danemark) en 1818, d'une famille originaire de la Sologne, dont une branche s'était fixée au château de la Marzelle, paroisse de Longeville, près de Luçon, entra dans la marine. Il était, à la Révolution, lieutenant de vaisseau et chevalier de Saint-Louis, et s'était déjà fait connaître par des travaux estimés, tels que *Théorie des vents* et *Théorie des ondes*, qui lui avaient valu deux prix à l'Académie de Dijon, et une mention honorable à la Société royale de Copenhague. Le 27 mars 1789, il fut élu député de la noblesse de la sénéchaussée du Poitou aux États-Généraux. Le lendemain de l'élection, on faisait circuler dans Poitiers les couplets suivants :

FONCTIONS DES DÉPUTÉS DE LA NOBLESSE
DU POITOU

Air : *O filii, et filie.*

Luxembourg les présentera,
Le bon Creuze les nourrira,
Et la Châtre les défendra.

Alléluia !
La Coudraye se justifiera,
Le d'Iversay dissertera,
Et Villemort s'enhardira.

Alléluia !
De Lambertie se ruinera,
La Roche du Maine attendra,
Bazoges de tout ingéra.

Alléluia !
« Puis-Filleau d'écloges jouira,
Personne ne travaillera,
Tout pour le mieux se passera.

Alléluia !

Le chevalier de Loynes de la Coudraye avait été un des 28 rédacteurs, et le plus influent, du cahier des doléances de la noblesse du Poitou. Ce cahier portait notamment que « les nobles du Poitou s'engagent à élever les lois à une telle hauteur qu'elles dominent sur tous sans exception ; à faire connaître de nouveau et proclamer en états-généraux que la nation seule a le droit de consentir l'impôt ; à assurer la liberté de l'homme, qui est la première de ses propriétés, par l'abolition de toute lettre close, lettre d'exil et autre espèce d'ordres arbitraires ; à faire statuer que toute loi générale et permanente quelconque ne soit établie à l'avenir qu'au sein des états-généraux et par le concours mutuel de l'autorité du roi et du consentement de la nation ; dans le cas où les états-généraux seraient dissous sans le consentement exprès des trois ordres, à arrêter que tous les tribunaux seront tenus, à peine d'en être responsables envers la nation, de poursuivre comme concussionnaire toute personne qui s'ingérerait à lever taxes ou impôts quelconques ; à supporter les charges pécuniaires dans une parfaite égalité en proportion des fortunes et propriétés, etc. » A la Constituante, le chevalier de la Coudraye parla sur les questions relatives à la marine, notamment, le 14 janvier 1791, sur un projet de décret déterminant les

règles d'admission des élèves et des aspirants de la marine, et les règles de l'avancement ; le 15 avril, il vota pour l'entretien d'un corps d'officiers de marine. Il opina d'ailleurs avec la minorité hostile aux réformes, et émigra en 1791, pour se rendre à l'armée des princes, où il servit, en 1792, comme volontaire à la 4^e compagnie d'infanterie. Après le licenciement, il se retira à Saint-Petersbourg, où il publia *La réimpression des cahiers du Poitou* (1790-1798), et, plus tard, un *Dictionnaire de la Marine* (1812), et une *Réponse aux réflexions de M. le baron d'Aggers sur la nouvelle noblesse héréditaire de France* (1813). Rentré en France à la première Restauration, il lança (1814) un pamphlet : *Les vérités éternelles qui constituent les empereurs et les rois*. Louis XVIII, qui avait amoné de sa main le cahier de la noblesse du Poitou, et qui n'avait pas pardonné au principal rédacteur « ses diatribes et ses déclamations contre des abus peut-être, mais qui sont à toute monarchie ce que l'agaric est au chêne », reçut très froidement le chevalier de la Coudraye. En raison de cet accueil, celui-ci quitta de nouveau la France, et alla finir ses jours à Copenhague.

LOYNES (ALPHONSE-DENIS DE), député de 1839 à 1848, né à Paris le 22 mai 1803, mort à Paris le 28 avril 1876, conseiller général, chevalier de la Légion d'honneur, sous-préfet de Pithiviers sous Louis-Philippe, fut élu, le 2 mars 1839, député du 1^{er} collège du Loiret (Pithiviers), comme candidat de l'opposition modérée, par 267 voix (475 votants). Comme il n'y avait pas encore six mois que M. de Loynes avait quitté ses fonctions administratives, cette élection fut annulée ; mais les électeurs lui confirmèrent son mandat législatif, le 11 mai 1839, par 240 voix (444 votants), contre 96 à M. Lejeune et 57 à M. Dumesnil. Successivement réélu, le 9 juillet 1842, par 311 voix (466 votants, 547 inscrits), contre 99 à M. Lejeune, et, le 1^{er} août 1846, par 257 voix (505 votants, 551 inscrits), contre 181 à M. Ploix et 67 au comte de Gervillier, il ne tarda pas, quoique élu d'abord comme candidat des gauches, à devenir un fidèle ministériel. Il vota en effet pour l'indemnité Pritchard, contre la proposition relative aux députés fonctionnaires, et combattit la proposition sur les annonces judiciaires et celle de M. Odilon Barrot destinée à mettre un frein à la corruption électorale. La révolution de 1848 rendit M. de Loynes à la vie privée.

LOYS (JEAN-BAPTISTE), député en 1789, né à Sarlat (Dordogne) en 1740, mort à Sarlat en 1805, était avocat et premier consul dans sa ville natale, quand il fut élu, en mars 1789, député du tiers aux États-Généraux par la sénéchaussée de Périgord. Bien que l'un des jurisconsultes à qui la Constituante confia le soin de rédiger les lois, il ne joua pas un rôle politique considérable. Il demanda en 1791 que le *Moniteur* fût poursuivi pour avoir publié un article sur les négociations pendantes entre la France et l'Autriche, et disparut de la scène politique après la session.

LOYSEL (PIERRE), député en 1791, membre de la Convention, député au Conseil des Anciens, né à Saint-James (Manche) le 5 avril 1751, mort à Paris le 29 juin 1813, descendant du célèbre avocat français Antoine Loyssel (1536-1617). Avocat à Saint-Gobain, dans l'Aisne, il adopta les principes de la Révolution, fut

nommé, en 1790, vice-président du directoire de l'Aisne, et, le 7 septembre 1791, député de ce département à l'Assemblée législative, le 3^e sur 12, par 375 voix (537 votants). Pierre Loysel siégea dans la majorité, s'opposa à l'aliénation des forêts nationales, et demanda la démolition de la porte Saint-Denis. Réélu, le 6 septembre 1792, député de l'Aisne à la Convention, il vota la mort de Louis XVI sans appel ni sursis, fut envoyé comme commissaire dans le département du Nord et s'occupa surtout, dans l'assemblée, des questions relatives aux assignats et aux monnaies; il fit décréter la fabrication d'une petite monnaie de cuivre, de pièces de cinq décimes et d'assignats métalliques. Le 23 vendémiaire an IV, P. Loysel passa au Conseil des Anciens, comme député de la Manche, avec 285 voix sur 423 votants. Il prit part à un certain nombre de discussions touchant les finances, les poudres et salpêtres, les salines, les frais en matière criminelle, etc. Après sa sortie du Conseil, il fut nommé (1798) administrateur de l'enregistrement; puis il devint successivement préfet de Maëstricht et de Turin, et, en 1809, conseiller-maire à la cour des Comptes. On a de lui quelques écrits sur la circulation du numéraire et un *Manuel du receveur de l'enregistrement*.

LOYSEL (GILBERT-JEAN-FRANÇOIS), député au Conseil des Anciens, né à Caen (Calvados) en 1746, mort à Caen en 1825, fut juge, puis président du tribunal criminel de son département. Élu député de la Manche au Conseil des Anciens, le 23 vendémiaire an IV, par 290 voix (455 votants), il ne s'y occupa que de questions administratives et judiciaires. Renommé juge au tribunal criminel de la Manche, le 22 germinal an VIII, il échangea ce titre, le 12 mai 1811, contre celui de conseiller à la cour impériale de Caen, fonctions qu'il conserva sous le gouvernement des Bourbons jusqu'en 1823. Il fut mis à la retraite à cette date.

LOYSEL (JULIEN-JEAN-FRANÇOIS), député au Conseil des Anciens, représentant à la Chambre des Cent-Jours, né à Fougères (Ille-et-Vilaine) le 21 novembre 1751, mort à une date inconnue, « fils de monsieur Jean-François Loysel, sieur de Courtoux, avocat à la cour, et de dame Renée-Françoise Crosnier, » fut, au début de la Révolution, commissaire près la municipalité de Fougères. Élu, le 25 germinal an VI, député d'Ille-et-Vilaine au Conseil des Anciens, il en fut secrétaire, ne se montra pas hostile au coup d'État du 18 brumaire, et fut nommé, le 12 floréal an VIII, président du tribunal de première instance, fonction qu'il occupa pendant toute la durée du régime consulaire et impérial. Le 11 mai 1815, il fut élu par l'arrondissement de Fougères représentant à la Chambre des Cent-Jours, avec 17 voix sur 30 votants; il quitta la vie politique après cette courte législature.

LOYSEL (CHARLES-JOSEPH-MARIE), représentant en 1871, sénateur de 1876 à 1879, né à Rennes (Ille-et-Vilaine), le 14 février 1825, mort à Paris le 5 mars 1889, entra à Saint-Cyr en 1845, puis à l'École d'état-major. Lieutenant d'infanterie en 1850, capitaine en 1853, il fit les campagnes de Crimée et d'Italie et resta assez longtemps en Algérie. Il avait été fait chevalier de la Légion d'honneur après la bataille de l'Alma, le 21 octobre 1854. Chef d'escadron, le 26 août 1833, il fut envoyé peu de temps après au Mexique et y devint l'aide-camp de l'empereur Maximilien; lieutenant-

colonel le 10 avril 1868, il fit partie, en 1870, de l'armée du Rhin, assista à Gravelotte, à Saint-Privat et aux batailles sous Metz, et, prisonnier en vertu de la capitulation, parvint à s'échapper, et revint offrir ses services au gouvernement de la Défense nationale. Colonel depuis le 15 septembre 1870, il reçut le grade provisoire de général de brigade, grade qui lui fut confirmé le 16 septembre 1871, et fut chargé de couvrir la Normandie avec quelques troupes. Élu, le 8 février 1871, représentant d'Ille-et-Vilaine à l'Assemblée nationale, le 4^e sur 12, par 92,820 voix (109,672 votants, 142,751 inscrits), il resta indépendant des différents groupes politiques, vota quelquefois avec le centre gauche, repoussa les préliminaires de la paix et l'amendement Wallon, mais accepta le septennat et la constitution de 1875. Il prit part aux discussions relatives à l'organisation de l'armée et au service de trois ans, et fut rapporteur de la proposition de loi sur la mise à la retraite des officiers ayant 25 ans de service. Il proposa aussi de porter à 25 ans l'âge des élections municipales. Le général Loysel fut élu, le 30 janvier 1876, sénateur d'Ille-et-Vilaine par 280 voix (459 votants); il prit place à droite, se mêla à la discussion de la loi sur l'état-major et vota, le 23 juin 1877, la dissolution de la Chambre demandée par le ministère de Broglie. Il échoua au renouvellement triennal du Sénat, le 5 janvier 1879, dans l'Ille-et-Vilaine, avec 211 voix sur 452 votants. Officier de la Légion d'honneur depuis le 1^{er} novembre 1864, commandeur de l'ordre en 1881, M. Loysel fut promu général de division le 24 juillet 1889, et mis à la retraite peu après.

LOZEAU (PAUL-AUGUSTIN), membre de la Convention, député au Conseil des Cinq-Cents, né à Soubise (Charente-Inférieure) le 11 avril 1758, mort à Marennes (Charente-Inférieure) le 14 octobre 1798, était négociant dans cette dernière ville lors de la Révolution. Partisan des réformes, il fut nommé, en 1791, procureur-syndic du district de Marennes, et fut élu, en septembre, député suppléant de la Charente-Inférieure à l'Assemblée législative où il ne fut pas appelé à siéger. Réélu, le 6 septembre 1792, membre de la Convention, par le même département, le 8^e sur 11, par 349 voix (572 votants), il vota en ces termes pour la mort de Louis XVI : « Si je considère les crimes de Louis, il mérite la mort; si j'examine mes pouvoirs, je puis le condamner à la mort. Que Louis subisse donc la peine de mort. » Attaché au comité d'aliénation, il fit annuler la plupart des engagements ou échanges opérés par les rois et obtint l'envoi devant le tribunal révolutionnaire des administrateurs du département de la Moselle, qui furent condamnés à mort « pour avoir favorisé l'émigration, empêché la vente des biens cléricaux et correspondu avec les Prussiens » (27 germinal an II). Il entretenit une correspondance politique avec la « Société des amis de la liberté et de l'égalité » de Saint-Pierre-d'Oléron. Au 9 thermidor, Lozeau se prononça contre Robespierre et appuya vivement la motion de Louchet (*V. ce nom*) tendant à décréter l'arrestation du chef des Jacobins. Puis il devint secrétaire de la Convention, discuta le projet relatif aux inscriptions sur le Grand Livre, et fit adopter une interprétation de la loi du *maximum* et rendre un décret sur la vente des domaines nationaux. Il demanda aussi l'exclusion de tous les fonctionnaires publics des sociétés populaires. Passé, le 21 vendémiaire an IV, au Conseil des Cinq-

Cents, comme député de la Charente-Inférieure, avec 164 voix sur 304 votants, il en sortit en mai 1797, et mourut à Maremnes l'année d'après.

LOZERAN DE FRESSAC (FRANÇOIS), député en 1791, né à Vebron (Lozère) le 5 août 1753, mort à Vebron le 6 juillet 1824, d'une famille protestante, appartint, sous l'ancien régime, aux armées du roi. Garde du prince de Conti en janvier 1767, mousquetaire noir de la garde du roi (1772), il devint, à la Révolution, commandant de la garde nationale de Vebron (1789), maire de cette ville (janvier 1790), et juge de paix (avril de la même année) du canton de Florac. Élu, le 6 septembre 1791, député de la Lozère à l'Assemblée législative, le 2^e sur 5, « à la pluralité des voix, » il opina avec le parti constitutionnel. Suspect pendant la Terreur, il fut arrêté et incarcéré à Marvejols du 17 floréal an II au 16 vendémiaire an III, fut nommé, le 17 frimaire suivant, agent national de sa commune, et, le 1^{er} thermidor, administrateur du département de la Lozère. Lozeran de Fressac se rallia aux Bourbons et fut nommé, en juillet 1815, préfet provisoire de la Lozère, puis préfet en titre le 19 février 1816. Il fut admis à la retraite en août 1817. On a de lui, en manuscrit, un *Mémoire sur la culture du châtaignier*.

LUBBERT (MARIE-AUGUSTIN), représentant en 1848, né à Hambourg (Allemagne) le 10 mars 1803, s'embarqua très jeune, fit plusieurs voyages à bord de navires marchands, et, après avoir subi de brillants examens en hydrographie, devint capitaine au long cours. D'opinions libérales, un peu exalté et très indépendant, il publia, au moment de la révolution de février, une brochure adressée aux Bordelais : *Lubbert et ses concitoyens*, qui lui valut d'être élu, le 23 avril 1848, représentant de la Gironde à l'Assemblée Constituante, le 3^e sur 15, par 117,822 voix (146,606 inscrits). Il vota pour le bannissement de la famille d'Orléans, pour les poursuites contre L. Blanc et Caussidière, contre l'amendement Grévy, contre la sanction de la Constitution par le peuple, contre l'ensemble de la Constitution, et donna sa démission le 26 décembre 1848.

LUBERSAC (JEAN-BAPTISTE-JOSEPH, BARON DE), député en 1789, né à Limoges (Haute-Vienne) le 15 avril 1740, mort à Paris le 30 août 1822, entra dans les ordres, fut pourvu de bénéfices importants, devint grand vicaire de l'archevêque d'Arles, aumônier du roi par quartier en 1768, puis aumônier de Madame Sophie tante du roi, et fut nommé à l'évêché de Tréguier en 1775. Ce fut là qu'il fit la connaissance de Sieyès qu'il nomma chanoine et grand vicaire. Il passa à l'évêché de Chartres en 1780. Élu, le 19 mars 1789, député du clergé aux États-Généraux par le bailliage de Chartres, avec 302 voix, il se réunit des premiers aux représentants des communes, et, dans la nuit du 4 août, demanda l'abolition du droit de chasse, et y renonça pour lui-même, « heureux, dit-il, de pouvoir donner à tous les propriétaires du royaume cette leçon d'humanité et de justice. » En 1790, il refusa d'adhérer à la constitution civile du clergé et il signa la déclaration du 3 avril 1790 et l'adresse du 15 mars 1791. Peu après, il émigra, se démit de son évêché, et, rentré en France à l'époque du Concordat, fut nommé chanoine de Saint-Denis le 21 mars 1806, et fut créé baron de l'empire le 1^{er} juin 1808.

LUBONIS (LOUIS-IGNACE-CLÉMENT), député au Corps législatif de 1860 à 1869, né à Nice

(Alpes-Maritimes) le 9 août 1815, étudia le droit à Turin où il fut reçu docteur en 1837, et devint répétiteur à l'École de droit de cette ville. Nommé substitut du procureur général près la cour de Nice en 1850, puis conseiller à cette cour et procureur général, il devint, en 1860, gouverneur du comté, vota pour l'annexion, et fut mis à la retraite le 12 janvier 1861. Commandeur des SS. Maurice et Lazare et de la Légion d'honneur (27 mai 1860), il fut élu, par la circonscription unique des Alpes-Maritimes, député au Corps législatif, le 9 décembre 1860, par 11,444 voix (16,168 votants, 32,772 inscrits), contre 4,657 à M. le comte d'Avigdor. Le 9 décembre, au moment de l'ouverture du scrutin, on publia la dépêche suivante : « Le préfet est invité à faire connaître que M. d'Avigdor n'a pas le droit d'invoquer d'anciennes relations, et que M. Lubonis est le seul candidat du gouvernement. Faites-le savoir à l'évêché. » Lors de la vérification des pouvoirs, M. Brame invoqua cette dépêche (5 mars 1858) pour réclamer l'invalidation en s'appuyant également sur de nombreuses irrégularités. Mais la majorité valida M. Lubonis, qui fut réélu, le 1^{er} juin 1863, par 16,228 voix (16,318 votants, 30,657 inscrits), dans la 1^{re} circonscription des Alpes-Maritimes, nouvellement créée. Il fit partie de la majorité favorable à l'empire, donna sa démission en 1868, pour devenir directeur de la succursale de la Banque de France à Nice, et fut remplacé comme député par M. Malausséna.

LUCAS (JEAN-BAPTISTE-JOSEPH), député en 1789 et en l'an VIII, né à Taxat-Senat (Allier) le 19 mars 1737, mort à Paris le 25 décembre 1800, était procureur du roi à Gannat quand il fut élu député suppléant du tiers aux États-Généraux par la sénéchaussée de Moulins, le 28 mars 1789. Il prêta, avec d'autres députés suppléants, le serment du Jeu-de-Panne, et fut admis à siéger le 1^{er} décembre 1789, en remplacement de M. Coiffier de Breuille démissionnaire. Il prit la parole pour demander que chaque député fit, séance tenante, sa déclaration pour la contribution patriotique, pour réclamer l'impression de la liste des députés absents, et demanda qu'aucun d'eux ne pût s'absenter pendant le mois de juillet (1790); il parla encore sur la compétence des juges de paix, sur la nécessité de mettre un terme aux interruptions de certains députés, sur l'urgence d'envoyer des commissaires dans le Lot, sur la résidence constitutionnelle du roi, et contre l'admission des députés des colonies. Après la session, il se tint à l'écart jusqu'au 18 brumaire. Rallié à la nouvelle forme du gouvernement, il fut élu par le Sénat conservateur député de l'Allier au nouveau Corps législatif, le 4 nivôse an VIII, et mourut quelques mois plus tard.

LUCAS (JULIEN), député en 1789, né à Saint-Fiacre (Côtes-du-Nord) en 1750, mort à Saint-Fiacre en 1792, entra dans les ordres et devint (1778) principal du collège de Tréguier. Démissionnaire pour raison de santé, il passa prêtre habitué, et siégea, au chapitre de la cathédrale, à côté de Sieyès. Recteur du Minihy-Tréguier en 1785, il présida, en 1789, l'assemblée électorale du clergé de l'évêché de Tréguier, et fut élu, dans cette circonscription, député de son ordre, le 21 avril. Partisan des réformes, comme son collègue Sieyès, il se réunit dès le 16 juin au tiers état, et, le 23, s'exprima en ces termes sur le traitement des évêques : « Témoin de la misère de nos provinces, chargé de la faire connaître ici, je dois

payer cette dette aussi sacrée que celles sur lesquelles on veut vous intéresser. Quoi! vous accorderiez à des titulaires inutiles des sommes énormes, et ils iront insulter à la misère, en les dévorant dans le faste, à côté d'un malheureux qui n'aura pas 24 sous de rente! Je demande au nom de la patrie qu'on mette aux voix l'avis du comité. » Mais les événements dépassèrent vite les aspirations réformatrices de l'abbé Lucas: il se mit du parti de la résistance, signa l'*Exposition des principes*, et, le 4 janvier 1790, lors de la prestation du serment civique, réclama l'appel nominal des ecclésiastiques, et vota avec les restrictions de M. de Bonal, évêque de Clermont. Les électeurs du Minihy l'avaient élu maire (1790); il donna sa démission en mars de l'année suivante. De retour à Saint-Fiacre après la session de la Constituante, il mourut l'année d'après.

LUCAS (FRANÇOIS), député en 1791, au Conseil des Cinq-Cents, représentant à la Chambre des Cent-Jours, né à Carville (Seine-Inférieure) le 13 janvier 1745, mort à une date inconnue, fils de François Lucas et de Anne Lepicard, fut avocat à Saint-Clair, et remplit dans son district et son département des fonctions administratives au début de la Révolution. Élu (17 septembre 1791) député de la Seine-Inférieure à l'Assemblée législative, le 2^e sur 6, « à la pluralité des voix », il appartient à la majorité. Il représenta le même département au Conseil des Cinq-Cents, où il fut envoyé, le 27 vendémiaire an IV, par 403 voix (454 votants); il obtint, le 26 germinal an VII, le renouvellement de son mandat. Il fut encore élu, le 10 mai 1815, par 63 voix sur 73 votants, représentant de l'arrondissement d'Yvetot à la Chambre des Cent-Jours, et ne fit pas partie d'autres assemblées.

LUCAS (PIERRE), député au Corps législatif de 1813 à 1815, né à Saint-Bonnet-de-Rochefort (Allier) le 2 avril 1763, mort à Gannat (Allier) le 12 février 1850, « fils de Gilbert-Antoine Lucas, bourgeois de Saint-Bonnet, et de dame Marie Dehard », était avocat à Gannat. Après avoir occupé, sous le gouvernement consulaire et impérial, le poste de président du tribunal de première instance de cette ville, il fut élu, le 6 janvier 1813, par le Sénat conservateur, député de l'Allier au Corps législatif. Il adhéra à la déchéance de Napoléon I^{er}, et servit successivement, comme président du tribunal de Gannat, les gouvernements de Louis XVIII, de Charles X et de Louis-Philippe. Il mourut en 1850, à l'âge de 87 ans, officier de la Légion d'honneur.

LUCAS-CHAMPIONNIÈRE (PIERRE-SUZANNE), député de 1827 à 1828, né à Nantes (Loire-Inférieure) le 25 septembre 1769, mort à Nantes le 22 novembre 1828, habitait au Plessis au moment de la Révolution. Il prit une part active aux guerres de Vendée, et, après la dispersion de l'armée de Charette, revint à Nantes, où il passa dans la retraite les temps troubles de la Révolution. Il a relaté dans des *Mémoires*, restés manuscrits, mais largement utilisés par M. Pitre-Chevalier dans sa *Bretagne et Vendée*, les événements auxquels il avait été personnellement mêlé. A la Restauration, il fut nommé chevalier de Saint-Louis, maire de Brains et conseiller général, et fut élu député du 2^e arrondissement électoral de la Loire-Inférieure (Saint-Philbert), le 17 no-

vembre 1827, par 80 voix (135 votants, 192 inscrits), contre 39 à M. de Cornulier. Il siégea dans la contre-opposition, et mourut un an après cette élection. Il fut remplacé, le 12 janvier 1829, par M. Auguste de Saint-Aignan.

LUCAS DE BOURGEREL (JEAN-JOSEPH), député en 1789, né à Béganne (Morbihan) le 20 novembre 1732, mort à Vannes (Morbihan) le 5 juin 1806, fils de Joseph-Pierre-Lucas de la Champiomais et de Vincente-René Michelot, fut reçu avocat au parlement, et exerça d'abord à la Roche-Bernard, puis à Vannes, où il se fit une place importante au barreau. Il fut député aux Etats de Bretagne en 1772, avocat et procureur de la communauté en 1778, procureur-fiscal du comté de Largonët, lieutenant de la maîtrise de l'amirauté, sénéchal de l'île d'Arz, et doyen des avocats du barreau de Vannes, dont ses deux fils faisaient également partie. Partisan des réformes, défenseur zélé des intérêts du tiers aux Etats de Bretagne en décembre 1788 et en février 1789, il fut, en avril, un des rédacteurs du cahier des plaintes et doléances du tiers-état de la sénéchaussée de Vannes, et fut élu, le 18 avril, député du tiers de cette sénéchaussée aux Etats-Généraux. Il prit place dans la majorité réformatrice avec laquelle il vota silencieusement, et entretenait avec ses électeurs une correspondance suivie qui a été récemment publiée; on y voit qu'il prit une grande part à l'élection de l'évêque constitutionnel du Morbihan (février 1791). Après la session, il fut élu juge au tribunal de district de Rochefort (Morbihan), puis (29 décembre 1791) juge pour un semestre au tribunal criminel de Vannes. En juillet 1793, il se laissa nommer membre, puis président du comité révolutionnaire, dans l'espoir de rendre quelques services aux détenus, dit M. R. Kerviler, qui a publié sur ce député une notice très complète. En cette qualité, Lucas de Bourgerel rendit en effet plusieurs arrêts d'élargissement. En l'an VII, il présida l'administration municipale de Vannes. Le gouvernement consulaire l'appela (21 germinal an VIII) aux fonctions de conseiller de préfecture du Morbihan, puis (12 floréal an VIII) à celles de juge suppléant au tribunal civil de Vannes.

LUCAS DE BOURGEREL (JOSEPH-MARIE-PRUDENT, CHEVALIER), député au Conseil des Cinq-Cents, représentant aux Cent-Jours, né à Pluhélin (Morbihan) le 4 août 1762, mort à la Rochelle (Charente-Inférieure) le 7 mars 1847, « fils du précédent, et de dame Jeanne-Thérèse Chaignard », avocat à Vannes, devint, en 1788, membre de la communauté de la ville de Vannes, et, de novembre 1791 à octobre 1793, administrateur du département. Destitué et incarcéré d'octobre 1793 à novembre 1794, par ordre de Prieur de la Marne, comme fédéraliste, il fut appelé, le 30 décembre 1795, aux fonctions d'accusateur public près le tribunal criminel du Morbihan, et resta à ce poste jusqu'en avril 1796. Élu député du Morbihan au Conseil des Cinq-Cents, le 24 germinal an VI, il n'y prit la parole que pour combattre le projet de Delbreil relatif à l'annulation des congés et des exemptions militaires. Éliminé au 18 fructidor, il adhéra au coup d'Etat de brumaire, et fut nommé commissaire près le tribunal civil de Vannes le 12 floréal an VIII, puis, en l'an XI, commissaire du gouvernement près le tribunal criminel du Morbihan. Membre de la Légion d'honneur le 25 prairial an XII, procureur impérial à Vannes, il fut créé che-

valier de l'Empire le 23 juin 1810, et nommé, à la réorganisation des cours et des tribunaux, substitué près la cour et le parquet de Rennes, le 14 avril 1811. Le collège de département du Morbihan l'élut représentant à la Chambre des Cent-Jours, le 12 mai 1815, par 46 voix (91 votants). A la seconde Restauration, il rentra dans la vie privée.

LUCAT (BERNARD), député en 1791, dates de naissance et de mort inconnues, médecin à Dax et maire de cette ville, fut élu, le 4 septembre 1791, député des Landes à l'Assemblée législative, le 2^e sur 6, par 170 voix (273 votants). Il siégea dans la majorité et n'eut qu'un rôle sans importance.

LUCET (JACQUES-MARCEL), représentant en 1871, sénateur de 1876 à 1883, né à Limouzis (Aude) le 21 octobre 1816, mort à Saint-Cloud (Seine-et-Oise) le 10 juillet 1883, était avocat à Toulouse en 1848. Secrétaire du commissaire de la République en février, il se présenta aux élections du 23 avril, à l'Assemblée constituante, mais il échoua avec un petit nombre de voix. Il fit ensuite, après le 10 décembre, une vive opposition au prince Louis-Napoléon, se livra à quelques manifestations hostiles au moment du 2 décembre, et fut arrêté et condamné à l'exil par une commission mixte. Il resta cinq ans en Italie, puis se fixa à Constantine en qualité d'avocat; il s'y occupa aussi de questions d'agriculture et de colonisation. Nommé préfet de Constantine le 6 septembre 1870, il fut élu, le 1^{er} février 1871, représentant de Constantine à l'Assemblée nationale, le 1^{er} sur 2, par 4,303 voix (11,522 inscrits). Il prit place à la gauche républicaine, et vota contre la paix, contre la démission de Thiers, contre le septennat, pour le retour à Paris, pour l'amendement Pascal Duprat, pour les lois constitutionnelles. Il fit aussi partie de plusieurs commissions et fut le rapporteur de la loi relative à l'émigration des Alsaciens-Lorrains en Algérie. Élu sénateur de Constantine le 30 janvier 1876, par 42 voix (71 votants) contre 26 au général de Lacroix, et réélu, au renouvellement triennal du Sénat, le 5 janvier 1879, par 41 voix (77 votants), contre 36 à M. du Bouzet, il continua de siéger à gauche, repoussa la dissolution de la Chambre demandée, le 23 juin 1877, par le ministre de Broglie, et s'associa constamment aux votes de la fraction républicaine avancée. Il mourut au mois de juillet 1883 et fut remplacé, le 7 octobre suivant, par M. Forcioli.

LUCHAIRE (BARTHÉLEMY-BERNARD-LOUIS), représentant aux Cent-Jours, né à Lodève (Hérault) le 18 décembre 1764, mort à une date inconnue, « fils du sieur Bernard Luchaire, marchand, et de demoiselle Marie Senard-Pacquier », était propriétaire à Olmet (Hérault), lorsqu'il fut élu, le 15 mai 1815, représentant à la Chambre des Cent-Jours, par l'arrondissement de Lodève, avec 62 voix (78 votants); il rentra dans la vie privée après cette courte législature.

LUCQUES ET PIOMBINO. — *Voy.* BACCIOCHI (PRINCE DE).

LUCY (ADRIEN-JEAN-ALEXANDRE CHEVALIER), député en 1791 et en l'an XIV, né à Chevreuille (Oise) le 6 décembre 1753, mort à Paris le 10 février 1824, « fils de maître Jean Lucy,

conseiller du roi à l'élection de Crépy, et receveur de la terre de Chevreuille, et de Marie-Anne Dupré », était avocat au moment de la Révolution, dont il embrassa les principes avec modération. Devenu administrateur du département de l'Oise en 1790, il fut élu, le 2 septembre 1791, député de ce même département à l'Assemblée législative, le 4^e sur 12, par 286 voix (444 votants). Il n'y prit que rarement la parole; cependant, le 23 mai 1792, il accusa Clavière de s'être rendu coupable d'un abus de pouvoir en destituant le directeur des postes; mais, cette réclamation ayant été mal accueillie par l'Assemblée, Lucy s'emporta et rappela aux députés que, quelques jours auparavant, ils avaient accepté à la légère les dénonciations dirigées contre les ministres Bertrand de Molleville et de Montmorin. Il ne reparut ensuite à la tribune que pour lire un rapport sur les droits féodaux, et, après la session, vécut pendant quelques années dans la retraite. Il ne rentra sur la scène politique qu'après le 18 brumaire. Nommé juge à Meaux le 14 germinal an VIII, il fut élu, le 2 vendémiaire an XIV, par le Sénat conservateur, député de l'Oise au Corps législatif. Devenu conseiller à la cour impériale de Paris le 9 décembre 1810, il conserva ces fonctions jusqu'à sa mort. Lucy avait été créé chevalier de l'Empire le 20 juin 1811.

LUDIÈRE (PIERRE), député en 1789, né à Tulle (Corrèze) le 5 juin 1752, mort à une date inconnue, exerçait, en 1789, la profession d'avocat. Élu, le 22 mars, député du tiers aux États-Généraux par la sénéchaussée de Tulle, il se montra, dans la Constituante, très attaché à la monarchie et aux institutions de l'ancien régime, et protesta, le 30 mars 1791, contre le décret portant que « si le roi sortait du royaume et si, après avoir été invité par une proclamation du corps législatif, il ne rentrerait pas en France, il serait censé avoir abdiqué la couronne. » Le 29 juin de la même année, il renouvela ses protestations contre les actes de la majorité. Enfin il ne tarda pas à déclarer qu'il ne prendrait plus part aux délibérations qui n'auraient pas pour objet l'amélioration du sort de la famille royale. Après la session de l'Assemblée, il se retira dans son pays, et se fit oublier durant le régime révolutionnaire. Le gouvernement impérial le remit en évidence. Procureur impérial au tribunal de première instance de Tulle, il conserva ces fonctions à la Restauration, fut décoré en 1814 de la Légion d'honneur, et reçut de Louis XVIII des lettres de noblesse le 21 novembre 1816.

LUDOT (ANTONIN-BAPTISTE-NICOLAS), membre de la Convention, député au Conseil des Cinq-Cents, né à Arcis-sur-Aube (Aube) le 4 juillet 1760, mort en 1822, de la famille du savant Jean-Baptiste Ludot (1703-1771), était avocat à Arcis-sur-Aube. Partisan modéré des idées nouvelles, il fut élu, le 7 septembre 1792, 2^e député suppléant de l'Aube à la Convention, par 250 voix sur 380 votants. Le 21 août 1793, l'arrestation de Rabaut-Saint-Etienne le fit appeler à siéger comme titulaire dans l'Assemblée. Il s'y fit peu remarquer, et ne prit guère la parole que pour développer un projet relatif aux écoles vétérinaires. Élu, le 23 vendémiaire an IV, député du Pas-de-Calais au Conseil des Cinq-Cents, il se mêla plus activement aux délibérations, proposa des mesures pour la surveillance des étrangers à Paris, parla sur les transactions sociales, sur les « abus de la

presse», amenda le projet de Dannou sur la calomnie, appuya celui de Parisot sur la comptabilité arriérée, et celui de Favard sur la contrainte par corps, et sur diverses questions de procédure civile et criminelle, etc. Ludot obtint sa réélection, le 24 germinal an VI, par 87 voix (139 votants). Il ne se montra pas hostile au coup d'Etat du 18 brumaire an VIII, et fut nommé, le lendemain, membre de la Commission intermédiaire du Conseil des Cinq-Cents. Le 4 nivôse, Bonaparte l'appela à siéger au Tribunal, qu'il quitta en l'an X, pour occuper le poste de grand juge à Saint-Domingue.

LUDRE (CHARLES-LOUIS-MARIE-YVES, COMTE DE), député de 1831 à 1834 et représentant du peuple en 1848, né à Port-sur-Seille (Moselle) le 1^{er} novembre 1795, mort à Art-sur-Meurthe (Meurthe) le 28 juin 1884, entra dans l'armée, sous la Restauration, en qualité d'officier de cavalerie. Mais il donna bientôt sa démission et s'occupa d'agriculture. Les événements de 1830 le jetèrent dans la politique. Élu, le 5 juillet 1831, député du 4^e collège de la Meurthe (Château-Salins), par 133 voix (240 votants, 261 inscrits), contre 99 à M. le baron Louis, il siégea à l'extrême-gauche et fit une opposition constante au gouvernement de Louis-Philippe. A la séance du 12 mars 1832, il déposa une proposition demandant la formation d'une commission chargée d'aviser aux moyens d'empêcher le président de la Chambre de substituer sa volonté au règlement. Le président, qui était alors M. Girod de l'Am, refusa de faire inscrire la proposition au procès-verbal. Compromis en 1834, le 16 avril, dans la tentative d'insurrection des maréchaux des logis de cuirassiers, Thomas, Bernard et Tricotel, à Lunéville, il fut condamné par défaut à la déportation par la Chambre des pairs (1836). Il avait pu se réfugier en Suisse où il resta jusqu'à l'amnistie. De retour en France, il s'occupa principalement d'œuvres charitables et de la propagation de la société de Saint-Vincent de Paul. Nommé, en 1848, commissaire du gouvernement provisoire dans la Meurthe, il fut élu, le 22 avril, représentant de la Meurthe à l'Assemblée constituante, le 3^e sur 11, par 93,268 voix (109,120 inscrits). Il fit partie du comité de la guerre et vota tantôt avec la droite tantôt avec la gauche, *pour* les poursuites contre Louis Blanc et Caussidière, *contre* l'abolition de la peine de mort, *pour* l'impôt progressif, *contre* l'incompatibilité des fonctions, *contre* l'amendement Grévy, *contre* la sanction de la Constitution par le peuple, *pour* l'ensemble de la Constitution, *contre* la proposition Ratcau, *contre* l'interdiction des clubs, *contre* l'expédition de Rome. Non réélu à la Législative, il représenta, en 1849, la France à Berlin, et rentra ensuite dans la vie privée.

LUDRE DE FROLOIS (CHARLES-LOUIS, COMTE DE), député en 1789, né à Nancy (Meurthe) le 25 août 1739, mort à Munich (Bavière) en 1798, appartenait à une ancienne famille française, branche cadette de la maison des premiers ducs scouverains de Bourgogne, établie en Lorraine depuis le treizième siècle. Il servit aux armées du roi et parvint au grade de maréchal-de-camp. Élu, le 6 avril 1783, député de la noblesse aux États-Généraux par le bailliage de Nancy, il vota constamment avec la minorité, se montra l'ennemi des réformes, et signa les protestations des 12 et

15 septembre 1791. Puis il émigra et mourut en Bavière en 1798.

LUGAT (ANNE-CLAUDE DE), député de 1827 à 1830, né à Agen (Lot-et-Garonne) le 17 février 1769, mort à Agen le 30 janvier 1851, propriétaire dans son pays natal, maire de la ville et conseiller général du département, fut élu, le 17 novembre 1827, député du 1^{er} arrondissement de Lot-et-Garonne par 213 voix (378 votants, 484 inscrits), contre 157 à M. Teulon d'Aiguillon. M. de Lugat avait dû son succès aux efforts combinés de la « contre-opposition » et des libéraux. Il vota en royaliste indépendant, et échoua, le 23 juin 1830, avec 204 voix, contre 239 à l'élu, M. Teulon.

LUILLIER (ADRIEN), BARON DE ROUVENAC, député en 1789, né à Rouvenac (Aude) le 8 janvier 1729, mort à une date inconnue, propriétaire à Rouvenac, fut élu, le 26 mars 1789, député de la noblesse aux États-Généraux par la sénéchaussée de Limoux. Il siégea dans la minorité, et opina contre le vote par tête. A ce sujet il adressa la déclaration suivante à l'Assemblée : « Le soussigné, député aux États-Généraux pour la noblesse de la sénéchaussée de Limoux en Languedoc, déclare que mon cahyer ne me permet, dans aucun cas, de voter autrement que par ordre séparé, et que je suis obligé de m'abstenir de donner aucun avis jusqu'à ce que mes commettans m'aient donné des pouvoirs plus étendus. Je demande acte de ma déclaration, pour instruire mes commettans de mon exactitude à me conformer à leurs instructions, pour le maintien des droits de la noblesse et de la Constitution de la monarchie.

« A Versailles, le 30 juin 1789.

« LE BARON LUILLIER-ROUVENAC. »

Il disparut de la scène politique après la session.

LUMINAIS (MICHEL-PIERRE), député au Conseil des Cinq-Cents et au Corps législatif de l'an VIII à 1803, né à Bouin (Vendée) le 22 décembre 1752, mort à Bouin le 17 juin 1812, « fils de Michel Luminais, ancien procureur du roi à la juridiction de Bouin, et de dame Anastasie Rolland », était avocat sous la Révolution. Élu, le 26 vendémiaire an IV, député de la Vendée au Conseil des Cinq-Cents, par 44 voix (80 votants), puis réélu, le 23 germinal an VII, il prit plusieurs fois la parole : pour déposer un projet de résolution sur le faux témoignage ; pour voter un dégrèvement des contributions arriérées en faveur des départements de l'Ouest ; pour appuyer l'exclusion des nobles des fonctions publiques, etc. Il parla aussi sur l'instruction publique (écoles secondaires, écoles centrales), et combattit l'impôt du sel. Après le coup d'Etat de brumaire, dont il s'était montré partisan, Luminais fut appelé (4 nivôse an VIII) par le choix du Sénat à siéger au nouveau Corps législatif ; il en fit partie jusqu'en 1803.

LUMINAIS (RENÉ-MARIE), député de 1830 à 1831, représentant du peuple en 1848, né à Bouin (Vendée) le 7 mars 1788, mort à Nantes (Loire-Inférieure) le 2 janvier 1870, fils du précédent et de dame Marie-Françoise Josnet de la Navarrière, propriétaire, s'occupa de vastes entreprises agricoles, et notamment dessécha et mit en exploitation de grands étangs aux environs de Château-la-Vallière (Indre-et-Loire). Connu pour ses opinions avancées, il fut élu, le 13 no-

vembre 1830, député du collège de département de la Loire-Inférieure par 135 voix (251 votants), et fut réélu, le 5 juillet 1831, dans le 3^e collège de la Loire-Inférieure (Pont-Rousseau), par 129 voix (190 votants, 371 inscrits) contre 43 à M. Chaillou. Il siégea sur les bancs de l'opposition, et quitta la vie politique aux élections de 1834. Cette même année, il porta, à un banquet, un toast patriotique, qu'il rappela, dans sa profession de foi, lorsqu'il se présenta, comme candidat à l'Assemblée constituante, dans l'Indre-et-Loire. Il fut élu, le 23 avril 1848, représentant de ce département, le 4^e sur 8, par 49,822 voix. Il fit partie du comité de l'agriculture, et vota en général avec la majorité, *pour* le bannissement de la famille d'Orléans, *pour* les poursuites contre L. Blanc et Caussidière, *contre* l'impôt progressif, *contre* l'incompatibilité des fonctions, *contre* l'amendement Grévy, *contre* la sanction de la Constitution par le peuple, *pour* l'ensemble de la Constitution, *pour* la proposition Râteau. Non réélu à la Législative, il rentra dans la vie privée.

LUNEAU (YVES-JACQUES), représentant à la Chambre des Cent-Jours, né à Ancenis (Loire-Inférieure) le 29 octobre 1754, mort à Ancenis le 8 septembre 1836, « fils de noble homme Jacques Luneau de la Grasserie, procureur du roi des traites et gabelles, et de dame Anne Isnou », avait été successivement président du tribunal de district d'Ancenis, directeur des mines de Montrelais et sous-préfet d'Ancenis, lorsqu'il fut élu représentant de cet arrondissement à la Chambre des Cent-Jours, le 13 mai 1815, par 27 voix (36 votants, 91 inscrits). Il ne fit pas partie d'autres assemblées.

LUNEAU (SÉBASTIEN-DÉSIRÉ-ARMAND-FIDÈLE-AIMÉ-CONSTANT), député de 1831 à 1848, représentant du peuple en 1848, né à Bouin (Vendée) le 21 juin 1800, mort à Bouin le 21 mars 1880, fils du précédent, étudia le droit à Paris et exerça, sous la Restauration, la profession d'avocat aux Sables-d'Olonne. Ses idées libérales le firent successivement élire député du 5^e collège de la Vendée (les Sables-d'Olonne), le 5 juillet 1831, par 101 voix (169 votants, 334 inscrits), contre 64 voix à M. de Kératry; le 4 juin 1834, par 136 voix (176 votants, 335 inscrits), contre 30 à M. Cormier; le 4 novembre 1837, par 166 voix (199 votants, 385 inscrits); le 2 mars 1839, par 155 voix (218 votants, 378 inscrits), contre 54 à M. Auguste Travot; le 9 juillet 1842, par 162 voix (189 votants, 399 inscrits), contre 25 à M. Ocher; le 1^{er} août 1846, par 183 voix (213 votants, 437 inscrits), contre 16 à M. Ocher. M. Luneau siégea constamment dans l'opposition. Dès son arrivée à la Chambre, il fit adopter une réduction considérable sur le traitement des hauts dignitaires ecclésiastiques; demanda (15 mars 1832), dans la discussion du budget, que les dispositions de la loi sur le cumul fussent appliquées aux maréchaux de France « qui, par suite de fonctions civiles ou militaires, se trouveraient cumuler deux traitements sur le budget de l'Etat » (rejeté à une faible majorité); signa le compte-rendu de 1832, et vota *contre* les lois de septembre, *contre* la dotation du duc de Nemours, le recensement et l'indemnité Pritchard, *pour* les incompatibilités, *pour* l'adjonction des capacités, *pour* la proposition relative aux députés fonctionnaires. Au moment des événements de 1848, il fut nommé commissaire du gouvernement provisoire en Vendée, puis sous-préfet. Conseiller municipal de Bouin et conseiller général, il fut élu, le 23 avril 1848,

représentant de la Vendée à l'Assemblée constituante, le 7^e sur 9, par 40,940 voix (86,221 votants, 104,486 inscrits). Il fit partie du comité des finances, et vota *pour* le bannissement de la famille d'Orléans, *pour* les poursuites contre L. Blanc et Caussidière, *contre* l'abolition de la peine de mort, *contre* l'impôt progressif, *contre* l'incompatibilité des fonctions, *contre* l'amendement Grévy, *contre* la sanction de la Constitution par le peuple, *pour* l'ensemble de la Constitution, *pour* la proposition Râteau, *pour* l'interdiction des clubs, *pour* l'expédition de Rome, *contre* la demande de mise en accusation du président et des ministres. Il ne fut pas réélu à la Législative et se retira à Bouin, où il devint président de l'association syndicale des propriétaires des marais desséchés. On a de lui : *Documents sur l'île de Bouin*, précédés d'une notice historique (Nantes, 1874).

LUPPÉ (JEAN-PHINÉE-SUZANNE DE), BARON DE TAYBOSC, député en 1789, né à Taybosc (Gers) le 7 décembre 1749, mort en 1831, d'une ancienne famille de Gascogne, propriétaire et chevalier de Saint-Louis, fut élu, le 3 avril 1789, député de la noblesse aux États-Généraux par la sénéschaussée d'Auch. Il tint pour l'ancien régime et vota avec la droite de la Constituante. On a de lui une *Protestation* écrite contre les décrets des 19 et 20 juin 1790.

LUPPÉ (JOSEPH-CLÉMENT-IRÉNÉE, COMTE DE), représentant du peuple en 1848 et en 1849, né à Tonneins (Lot-et-Garonne) le 23 mai 1803, mort au château de Bréau (Seine-et-Marne) le 19 septembre 1854, petit-fils du précédent, fut élevé à Pontlevoy, et se livra dans sa propriété du Mas-d'Agenais (Lot-et-Garonne) à d'importants travaux agricoles. Candidat légitimiste aux élections législatives du 9 juillet 1842, dans le 3^e collège du Lot-et-Garonne (Marmande), il échoua avec 79 voix, contre 462 à l'élu, M. de Richemont, et 23 à M. Barsalou; mais, après la révolution de février, pour laquelle il montra quelques sympathies, il fut élu, le 23 avril 1848, représentant du Lot-et-Garonne à l'Assemblée constituante, le 5^e sur 9, par 42,323 voix (88,758 votants, 94,809 inscrits). Il prit place à droite, fit partie du comité de l'administration, et vota *contre* le bannissement de la famille d'Orléans, *pour* les poursuites contre L. Blanc et Caussidière, *pour* l'abolition de la peine de mort, *contre* l'impôt progressif, *contre* l'incompatibilité des fonctions, *contre* l'amendement Grévy, *contre* la sanction de la Constitution par le peuple, *pour* l'ensemble de la Constitution, *pour* la proposition Râteau, *pour* l'interdiction des clubs, *pour* l'expédition de Rome, *contre* la demande de mise en accusation du président et des ministres. Membre actif du comité de la rue de Poitiers, il fut réélu, par le même département, à l'Assemblée législative, le 13 mai 1849, le 3^e sur 7, avec 47,858 voix (90,297 votants, 107,493 inscrits); il continua de siéger à la droite monarchique, vota *pour* la mise en accusation des représentants qui avaient pris part à l'affaire du 13 juin 1849, et se fit remarquer par l'élégance netteté de sa parole. Hostile à la politique du prince Louis-Napoléon, il fut arrêté au coup d'Etat du 2 décembre, à la mairie du 10^e arrondissement, fut remis en liberté quelques jours après, et, aux élections du 29 février 1852, posa sa candidature d'opposition légitimiste au Corps législatif dans la 2^e circonscription du Lot-et-Garonne; mais il échoua avec 1,039 voix, contre 24,060 à l'élu officiel, M. Laffitte.